

Entre le 12 novembre 2011 et le 12 mars 2012
Un an déjà...

Inlassablement les Shadocks continuent de pomper...

Le pompage de l'eau radioactive accumulée dans la centrale à la suite de l'arrosage des réacteurs, il y a un an, se poursuit. Cette eau est réutilisée en partie, après filtrage des huiles et particules radioactives, pour assurer le refroidissement des réacteurs. Ceci étant, fin décembre 2011, Tepco envisageait de déverser dans l'océan Pacifique des dizaines de milliers de tonnes d'eau faiblement radioactive stockée dans des réservoirs d'une capacité limitée et qui arrivent à saturation. Un bon plan Tepco qui a évidemment suscité la colère des pêcheurs déjà privés de travail par la pollution radioactive rejetée en mer. Le ministre de l'Industrie a invité Tepco à étudier des solutions pour obtenir l'assentiment des pêcheurs...

A part ça, côté cœur ça aurait pu être pire : le cœur fondu (corium) du réacteur 1, qui a traversé le fond de cuve, n'a grignoté qu'une partie du radier sous la cuve, écartant ainsi le risque de contamination de la nappe phréatique. Mais le réacteur 2 a provoqué une petite frayeur début février : depuis quelques mois, les circuits provisoires de refroidissement des réacteurs ont permis de maintenir un état dit d'« arrêt à froid » pour la centrale. Et voilà que début février des sautes de température étaient constatées dans le réacteur. En cause, une réduction volontaire des injections d'eau dans ce réacteur...Tepco a recommencé des injections plus massives d'eau borée, diminuant la fièvre.

Fort de l'état d'« arrêt à froid », le gouvernement présentait fin décembre 2011 le nouvel échéancier de travaux pour la centrale. Le retrait du combustible usé du réacteur 4 présent dans la piscine de désactivation endommagée, devrait débuter dans 2 ans (et durer plusieurs années). D'ici là, le traitement des eaux contaminées devrait être terminé ainsi que le remplacement des circuits provisoires de refroidissement. Ce qui devrait permettre d'intervenir pleinement au sein de la centrale...et d'enclencher le travail d'extraction, dans les réacteurs 1, 2 et 3, des crayons de combustible qui n'ont pas fondus. Il faudra attendre 10 ans avant de commencer à extraire les coriums qui ronronnent dans les cuves des réacteurs.

Ceci étant, *Le Monde* du 18/12/11 rapportait divers avis émettant de sérieuses réserves quant aux affirmations gouvernementales. Ainsi, pour le professeur Kazuhiko Kudo, spécialiste du nucléaire, « Le gouvernement veut rassurer la population en lui faisant croire que la situation est sous contrôle (...) Ce qu'il appelle arrêt à froid n'est qu'un moment de répit dans l'aide d'urgence accordée aux réacteurs ».

Alertez les macaques !

Un lâcher de sangliers et de macaques de Shiga Kogen avait été réalisé il y a quelques mois dans les forêts qui couvrent 70% de la préfecture de Fukushima. Ces volontaires désignés d'office pour cartographier la radioactivité de la zone étaient équipés de GPS, de dosimètres et de compteurs Geiger...Ils ont tous disparus sans restituer les matériels qui leur avaient été confiés. Une autre équipée est envisagée ces temps-ci avec d'autres macaques...

Il faut dire que les autorités souhaitent qu'une large partie des dizaines de milliers de réfugiés ayant subi la double peine du tsunami et du nucléaire regagnent la zone évacuée, alors que des petites zones, très éparses dans un large périmètre autour de Fukushima, présentent des pics pouvant atteindre 470 fois le taux d'exposition normal. Des tâches de radioactivités sont principalement réparties sur une langue de terre de 50 km de long et 20 km de large, orientée vers le nord-ouest ; mais de fortes doses de radioactivité ont été retrouvées sur les toits et dans les champs à plus de 250 km de la centrale (*les Echos* 9/3/12).

Fin février, notre IRSN estimait que la contamination radioactive a fortement décliné mais qu'elle est désormais « chronique et pérenne ». Selon son bilan, les iodes qui ont été rejetés en quantités très importantes dans l'atmosphère les premiers jours de l'accident, ne représentent plus un fort danger pour l'environnement et la santé ... contrairement à la situation durant les premières semaines (du fait de leur courte période radioactive).

Il n'en est pas de même pour les rejets de césiums à la durée de vie beaucoup plus longue. Trois fois moins de césiums qu'à Tchernobyl ont été largués par la centrale, mais tout de même une quantité considérable ! Le césium 137 a une période radioactive de 30 ans... et il s'est bien baladé dans la région.

Certains territoires resteront inhabitables autour de la centrale, les mesures montrant des pics à 470 millisieverts par an pour un taux normal d'exposition établi actuellement à 1 mSv/an.

La communication des autorités est largement décrédibilisée, d'autant que le gouvernement a changé plusieurs fois les normes standards de radioactivité admissibles dans les aliments. Ce qui a conduit le grand groupe de distribution Aeon à durcir ses contrôles et à ne proposer dans ses rayons, depuis novembre 2011, que des produits affichant une radioactivité (becquerels par kilo) dix fois moindre que la norme gouvernementale... Le groupe indiquant récemment qu'il allait désormais écarter les aliments contenant des traces de radioactivité.

Du coup, on assiste à un vaste mouvement citoyen d'échange de données de contamination locales, s'appuyant sur les résultats de centaines de petits laboratoires montés un peu partout dans le nord du pays. Et se nourrissant également des résultats de prélèvements analysés par de grandes associations internationales.

Désemparées, les autorités se lancent maintenant dans une politique de grattage des sols dans des zones où elles veulent réintroduire les habitants... Tâche qui s'annonce titanesque, pour le moins coûteuse, et partiellement vaine dans la mesure où pluies, vent et relief, rechargent les sols décontaminés. Mais du reste, quid du devenir des énormes quantités de sols radioactifs extraits ?

Et Tepco ?

Depuis l'été dernier, les discussions allaient bon train entre le gouvernement et Tepco afin d'envisager les suites financières de la catastrophe. En janvier, la direction de Tepco et les actionnaires se sont finalement résignés à accepter une injection massive de capitaux publics via un fonds dédié, équivalent à 10 milliards d'euros, pour faire face aux coûts de démantèlement et de dédommagements des dizaines de milliers de familles et entreprises déplacées. Le gouvernement prenant par là même le contrôle de plus de 75% du capital alors que le prix de l'action est descendu sans parachute.

Parallèlement, les grandes banques sont fortement sollicitées pour avancer l'équivalent de 10 milliards d'euros.

Ceci étant, un panel d'experts indépendants estimait en décembre dernier que Tepco aurait à verser l'équivalent de quelque 41 milliards d'euros. Mais Tepco ne se démonte pas : alors qu'il accuse une perte nette équivalente à 6,2 milliards d'euros pour les 9 premiers mois de l'exercice 2011-2012, cette compagnie annonce des comptes rééquilibrés pour l'exercice 2013-2014... à condition d'avoir l'autorisation de remettre en route 10 réacteurs actuellement contraints au stand-by et de pouvoir augmenter ses tarifs !

Dernière condition remplie ! Les tarifs vont augmenter de 20% pour les entreprises (segment libéralisé) à partir d'avril et la négociation avec les pouvoirs publics d'une hausse de 10% pour les particuliers (segment réglementé) semblent en bonne voie d'aboutir.

Côté actionnaires, ça grogne. Début mars, 42 d'entre eux ont entamé des poursuites contre 27 anciens et actuels dirigeants de Tepco. Pour eux, les dirigeants n'avaient pas tenu compte du risque pesant sur la centrale résultant d'un tsunami de l'ampleur de celui de l'an dernier, alors que les résultats de simulations informatiques acquis en 2007 le montraient. Il est vrai que le fait est maintenant avéré...

Un changement de cap énergétique qui ne va pas actuellement dans le sens du protocole de Kyoto

Du fait de l'obligation administrative qui leur est faite d'arrêter périodiquement pour maintenance les centrales nucléaires, les compagnies électriques seront bien dépourvues à partir du mois de mai : l'ensemble des réacteurs sera en stand by ou en attente de démantèlement. Le gouvernement irait bien dans le sens des exploitants, qui souhaitent remettre en route les réacteurs. Mais pour ce faire, le Premier ministre ne compte pas passer en force mais souhaite « la compréhension des populations locales ». Ce n'est pas gagné ! Une association de citoyens a ainsi annoncé le 9 février avoir recueilli assez de signatures pour réclamer à la municipalité de Tokyo un référendum sur l'usage des centrales nucléaires pour alimenter la mégapole.

Le gouvernement a lancé l'an dernier un programme bien tardif de construction de 600 éoliennes dont 200 au large des côtes, dans la région dévastée le 11 mars 2011. Ce qui ne va pas très loin, rapporté en puissance installée.

Fin décembre 2011, la priorité gouvernementale semblait plutôt concerner un projet de dérèglementation du marché de l'énergie ! Permettant notamment aux producteurs de courant indépendants (IPP) de répondre aux appels d'offres contre les majors de l'électricité lors de la construction de nouvelles centrales thermiques...

Pour l'heure, c'est plutôt la ruée vers les combustibles fossiles importés pour alimenter le parc de production électrique existant qui demeure encore sous-utilisé. Et vers de nouveaux contrats de gaz naturel liquéfié, le Japon étant déjà le principal importateur mondial (34% des livraisons en 2009). Les pays du Golfe en sont les principaux fournisseurs. Ils devront dans quelques années partager la manne des importations nippones. Faisant fi des contentieux transfrontaliers, Japon et Russie se sont mis d'accord en début d'année pour construire une usine de liquéfaction à Vladivostok. Elle devrait fournir l'équivalent de 14% des importations actuelles de GNL. En début d'année toujours, la compagnie japonaise Impex annonçait un projet géant en Australie partagé avec Total. Il s'agit d'exploiter un gisement de gaz et de pétrole et de construire... une usine de liquéfaction de gaz. L'ensemble des contrats de GNL existants et à venir ne peuvent que conduire à un accroissement du parc des centrales à gaz au Japon. Moins émettrices de CO2 que les centrales à charbon certes, mais...